

20251203 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/68498/la-libye-veut-accelerer-les-retours-de-migrants-vers-leur-pays-dorigine>

Actualités



Des migrants bangladais retournent dans leur pays avec l'aide de l'Organisation internationale des migrations (OIM), le 18 novembre 2025. Crédit : ambassade du Bangladesh en Libye

La Libye veut accélérer les retours de migrants vers leur pays d'origine

Par [La rédaction](#)

Le ministre libyen de l'Intérieur a annoncé mardi vouloir accélérer le retour de migrants en situation irrégulière vers leur pays d'origine afin d'éviter leur "installation permanente" en Libye. Selon le responsable politique, "trois millions de migrants sont entrés illégalement en Libye" depuis 2010.

Mardi 2 décembre, le ministre libyen de l'Intérieur, Imad Trabelsi, a indiqué, en présence d'ambassadeurs et représentants d'organisations internationales, un nouveau programme pour renvoyer des migrants en situation irrégulière vers leur pays d'origine "en coordination" avec leurs ambassades.

En décembre, des "milliers de migrants" seront rapatriés au Tchad, en Somalie, au Mali et en Syrie, à raison de "deux vols hebdomadaires", a-t-il annoncé.

Selon Imad Trabelsi, "trois millions de migrants sont entrés illégalement en Libye" depuis 2010 dont "70 % sont des familles, d'où la crainte des Libyens d'un projet d'installation permanente". Or, "la rue libyenne est en ébullition et s'oppose à tout projet d'installation permanente" des migrants, a-t-il assuré.



Des migrants égyptiens attendent d'être transférés dans leur pays, depuis Tripoli, le 22 septembre 2025. Crédit : Picture alliance

Le gouvernement libyen a prévu [un traitement différencié pour les Soudanais](#) qui auront "accès aux soins et aux écoles", a précisé à l'AFP le ministre de l'Intérieur. "Tout le monde est au courant de la détérioration de la situation sécuritaire au Soudan", [déchiré par une guerre](#) depuis avril 2023, "qui a poussé entre 500 000 et 700 000 de nos frères à fuir vers la Libye", a-t-il dit.

Imad Trabelsi a par ailleurs exhorté l'Union européenne (UE), l'Union africaine (UA) et les pays arabes à soutenir davantage son pays, qui reçoit, selon lui, une aide "très limitée" par rapport à ses "efforts significatifs" en matière de contrôle migratoire.

L'ambassadeur européen en Libye, Nicola Orlando, a assuré que l'UE entendait faciliter "les retours humanitaires volontaires" et n'a "certainement pas pour objectif d'installer des migrants en Libye". Mais ces rapatriements doivent être "conformes aux normes internationales de respect des droits humains", a-t-il insisté.

Hausse des interceptions en Méditerranée

La Libye, situé à environ 300 km des côtes italiennes, est l'un des principaux points de départ en Afrique du Nord pour les migrants, en majorité provenant d'Afrique subsaharienne, qui tentent la traversée de la Méditerranée au péril de leur vie.

Dans le cadre d'un accord avec l'UE, les garde-côtes libyens sont chargés d'intercepter les canots de migrants avant qu'ils n'atteignent les rives italiennes. Depuis janvier, 25 286 personnes ont ainsi été récupérées en mer Méditerranée, contre 21 762 sur l'ensemble de l'année 2024, d'après les chiffres de l'Organisation internationale des migrations (OIM).

Ces interceptions peuvent être émaillées de violences. Les Libyens sont régulièrement accusés de faire usage d'armes à feu lors de ces opérations. En février 2022, [un migrant est mort et trois autres ont été blessés](#) après des tirs des forces libyennes en direction de leur embarcation.

A lire aussi

[Mer Méditerranée : des migrants disent avoir été victimes d'une "attaque armée" dans les eaux maltaises](#)

En juillet 2021, [les autorités libyennes avaient aussi fait usage de leurs armes au large de Lampedusa](#). La scène, filmée par l'ONG Sea-Watch depuis son avion de surveillance Seabird, montrait un bateau libyen s'approcher tout près d'une embarcation en bois, et tirer dans l'eau à balles réelles.

Le mois dernier, [un Camerounais expliquait à InfoMigrants](#) que des Libyens avaient tiré vers son embarcation pour obliger le groupe de migrants à s'arrêter.

Et lorsque les exilés sont ramenés en Libye, ils sont transférés dans des prisons du pays où ils sont exposés aux violences des gardiens, aux viols ou encore au travail forcé. Le 11 novembre dernier, lors d'une assemblée des Nations unies à Genève (Suisse), [l'ambassadrice britannique pour les droits de l'Homme, Eleanor Sanders](#), a appelé à "fermer" les centres de détention où sont envoyés les migrants victimes de "tortures, d'agressions sexuelles et de meurtres". L'ambassadeur de Norvège, Tormod Endresen, s'est fait l'écho de cette demande et a lui aussi appelé à la protection des migrants vulnérables et à "cesser immédiatement la pratique de la détention arbitraire".